

CIBLE

Obligations

Laurent Wauquiez a entonné la chanson des droits et des devoirs et souhaité chaque personne recevant un RSA « *assume chaque semaine cinq heures de service social* ». C'est suggérer que les « assistés » sont des profiteurs et des paresseux.

Ce ministre fait mine d'ignorer que la plupart des chômeurs veulent travailler et que le Préambule de 1946 affirme le droit à obtenir un emploi.

Il est vrai que le même Préambule proclame le *devoir de travailler*, qui doit être accompli par tous les citoyens. Y compris par Luc Ferry, professeur qui dédaigne de faire cours à l'Université tout en percevant son traitement. Philosophe, spécialiste de la morale kantienne (« *Fais ce que tu dois* ») l'ancien ministre fait le contraire de ce qu'il a professé et laisse Matignon – donc le contribuable – rembourser les sommes abusivement perçues.

C'est ce privilégié du savoir et du pouvoir qui devrait être astreint à des tâches d'intérêt général – par exemple enseigner dans un lycée situé en zone ravagée par le libre-échange.

MONDIALISATION

C'est la crise finale

Drogue

**La guerre
de 40 ans**

p. 5

DSK

**Douteuses
solidarités**

p. 2

Icare déplumé...

Je veux bien croire au caractère aphrodisiaque du pouvoir. ⁽¹⁾ Je veux bien voir dans l'affaire Strauss-Kahn l'illustration de la démesure qui règne dans les milieux de la finance et des affaires. ⁽²⁾ Je veux bien reconnaître dans cette farce sordide un syndrome d'arrogance du mâle et de mépris de la femme. Mais enfin...

Mais enfin, s'il suffisait de dire et constater que certains de nos camarades de Mai-68 et non des moindres - dans quelque secteur de la vie publique, privée, politique, financière ou médiatique qu'ils aient fait leur nid - sont devenus de *sales petits cons*.

Pardonnez l'expression, peu courante sous cette plume comme dans ma bouche, mais je tiens pour une fois à être compris d'eux et de ceux qui les fétichisent obstinément.

Quand nous nous sommes jadis cabrés contre la classe dirigeante gaullo-pompidolienne qui ronronnait au pouvoir, nous avions autre chose en tête que de contester l'autorité de nos pères pour aller en boîte ou au club au nom de sirupeuses réformes de société. Au contraire : il me souvient d'un amphi de Jussieu où se tenaient les assises du congrès informel *Nous sommes en marche* qui inscrivait parmi ses aphorismes de recherche : « *Que les pères fassent leur métier de père et...* - provocation créatrice -

... de notre communion pourra naître une société nouvelle ».

Face à des gouvernants qui se présentaient comme le fin du fin des Trente Glorieuses et... une fin de l'histoire, nous étions en quête d'un loyal enfantement. La culture d'entreprise ou d'université étouffée sous les formalismes, les hiérarchies d'ancienneté ou de caste planant au-dessus de la masse, la technocratie glissant graduellement du service de l'État à celui des grands intérêts privés, la mimétique bourgeoise offerte pour idéal alternatif à la dogmatique autistique des staliniens... Et planant sur le tout, une idéologie de la consommation dont le **progressisme** récusait toute forme de modération quant aux conséquences - on ne disait pas encore **écologiques** - de l'industrialisme ou de l'urbanisation.

En somme, une critique de la modernité était en marche, dont la dimension, apparue depuis, avait tout de même d'autres visages que celui d'une crise néo-pubertaire. Loin de l'idylle

des chèvres en Lozère, des fumées de cannabis ou du libéralisme libertin, l'émancipation rêvée ramenait à maints égards aux sources où l'après-guerre avait puisé sa vitalité conquérante. Nos espoirs supposaient une reprise en main du politique.

Figurant le Gotha du monde intellectuel, médiatique et politique, voici que cette génération forme un cordon solidaire autour de Dominique Strauss-Kahn accusé aux États-Unis de crime sexuel. Ni marque de surprise désolée, ni pudeur, ni distance critique. On s'indigne contre la justice américaine, on dénonce une campagne, un complot, on évoque l'affaire Dreyfus. On ne marque aucune réserve devant la puissance de moyens financiers mis en œuvre pour épargner une incarcération à l'inculpé. On plaint son épouse dévouée, on lui dresse une statue de Niobé millionnaire en larmes. Et on oublie ou méprise ouvertement la victime plaignante, une servante noire, esclave, femme de peu.

Femme de rien comparée à l'homme de tout, à qui tout était promis - amour, gloire et argent, comme dans les feuilletons savonnettes à l'américaine - et c'est en Amérique que cet Icare de la finance mondiale et de la rédemption des économies européennes, ce sauveur des *nations prolétaires* (dixit BHL) s'est écrasé déplumé d'ambitions, dans le caniveau, livré à la presse.

Admettons que l'amitié sincère explique une part de la solidarité témoignée à l'ancien directeur du Fonds monétaire international et qu'elle soit légitime et respectable.

Mais qu'on respecte aussi l'opinion de ceux qui récusent Dominique Strauss-Kahn pour des raisons hautement politiques tenant à lui-même - esprit brillant, caractère veule - et à ses rapports à l'oligarchie politique et financière internationale, effrayés qu'on était des espérances aveugles mises en lui par le Parti socialiste et une part de la droite. Aujourd'hui, quels que soient ses torts et l'issue de son procès, on se réjouit pour la France qu'il ne soit plus au rang des candidats à l'Élysée.

Quant à l'indignation générationnelle en sa faveur, elle est si contraire à ce qui nous animait en 1968 qu'elle donne raison posthume au Général. Quant à la chienlit.

Nous aurions préféré qu'en fussent libérés nos camarades.

Luc de GOUSTINE

(1) Voir Christophe Duloire & Christophe Dubois - « *Sexus politicus* », éd. J'ai Lu, 2008, prix franco : 11 €.

 [Achat immédiat](#)

(2) Cf. l'excellent article de Dany-Robert Dufour in *Le Monde* du 3/6/2011 que l'on peut lire sur http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/06/03/l-affaire-dsk-symptome-de-notre-temps_1531193_3232.html

royaliste
BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE MARTINARD RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Icare déplumé... - p.3 : Et pourquoi pas l'audace ? - p.4 : De la dette et des apprentis sorciers - p.5 : La guerre de 40 ans - p.6/7 : Mondialisation, la crise finale - p.8 : Livre d'un rescapé - Islam et Coran - p.9 : Réflexion sur une éruption féministe - p.10 : The Company Men - Le pacte des Bains-Douches - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Les couleurs nationales.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0514 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

[trois mois \(20 €\)](#) [six mois \(30 €\)](#) [un an \(47 €\)](#) [soutien \(100 €\)](#)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Et pourquoi pas l'audace ?

Quel serait le comble de l'audace pour un dirigeant du Parti socialiste ? Redevenir socialiste ! Certains caressent cette idée, qui ne manque pas de pertinence...

Rue de Solferino, on a été soulagé de voir la faiblesse du mouvement français des *Indignés* et son évanouissement rapide... et provisoire. Ouf ! Tout le monde va pouvoir se consacrer aux primaires. Ce qui est déjà compliqué parce que la cérémonie d'intronisation de Dominique Strauss-Kahn doit être remplacée par une vraie consultation du peuple de gauche. Si, en plus, ils avaient à se coltiner des dizaines de milliers de manifestants en colère, avant-garde d'un peuple qui en a marre de l'ultra-libéralisme, je vous laisse imaginer l'angoisse des aubryistes et des hollandiens, des cambadéliens et des moscovistes - sans oublier les adorateurs de Terra Nova, qui forment un courant trans-clientèle !

Mais nous avons eu un avant-goût de l'embarras de la gauche oligarchique face aux mouvements sociaux et politiques qui agitent l'Espagne, le Portugal et la Grèce. Ah ! la bonne Martine Aubry ! Elle comprend la *désespérance* du peuple espagnol, elle évoque avec componction la *dissidence politique et sociale qui commence à s'éveiller en Grèce* mais sans dire ce qui se voit comme le Parthénon à Athènes : le mouvement social espagnol conteste radicalement les recettes ultra-libérales de José Luis Zapatero, dont le parti a subi une cinglante défaite aux élections locales du 22 mai ; le mouve-

ment social grec conteste radicalement les recettes ultra-libérales du gouvernement socialiste grec : le mouvement social portugais conteste radicalement les recettes ultra-libérales des socialistes portugais, qui ont été battus aux élections législatives du 5 juin. Dès lors, que peuvent faire les hiérarques socialistes ? Trois solutions sont actuellement esquissées :

1) **l'attitude compréhensive** : on entend les plaintes des agonisants grecs et espagnols, on pleure des larmes de crocodile, on se bouche les oreilles pour ne pas entendre les noms d'oiseaux attribués à Zapatero et Papandréou et on continue de vanter les charmes du programme des socialistes français comme si l'euro n'était pas en crise terminale ;

2) **le chantage** : on reconnaît que Zapatero, Papandréou et Socrates ont mal joué mais on lance du matin au soir des avertissements solennels : si vous critiquez le PS, vous faites le jeu de Marine Le Pen qui dénonce l'UMPS, donc vous êtes complice de Nicolas Sarkozy qui sera réélu contre la présidente du Front national si le candidat socialiste est éliminé comme Jospin le fut. Il faut donc voter pour le candidat de la droite du PS pour battre la droite : c'est l'argument qui va être seriné pendant des mois.

Si le chantage est efficace, le président et sa majorité socialiste s'écrieront que les caisses

sont vides et imposeront un plan d'austérité qui, à la différence des mesures de droite, sera accompagnée du discours sur le *care*, d'exhortations au sacrifice et de mesures relevant de l'infirmerie sociale ;

3) **le socialisme** : c'est une tendance très minoritaire pour le moment qui consiste à lutter contre la globalisation ultra-libérale. Ainsi Jean-Philippe Huelin (1) qui pense que la solution pourrait venir d'une « *Révolution interne à la social-démocratie européenne. On attendrait d'elle qu'elle invente un socialisme de transformation qui lui permette de gagner un soutien populaire dans la durée. On voudrait voir l'Internationale socialiste décréter une sorte d'état d'urgence idéologique, s'ouvrir à toutes les tendances progressistes et tenir des États généraux du renouveau* ». (2)

Nous aussi on aimerait. Point n'est besoin d'être socialiste ni de gauche pour participer à un débat sur les nationalisations et la planification démocratique, par exemple. Surtout, ce travail de refondation permettrait de donner des objectifs aux mouvements sociaux dans toute l'Union européenne.

Jean-Philippe Huelin écrit que cette refondation du socialisme n'est aujourd'hui qu'un songe. Mais demain ?

Sylvie FERNOY

(1) Auteur avec Gaël Brustier du « *Voyage au bout de la droite* », Mille et une nuits, 2011, prix franco : 19 €. [Achat immédiat](#)

(2) http://www.marianne2.fr/Apres-le-Portugal-il-faut-un-etat-d-urgence-ideologique-a-gauche_a207090.html

Écho des blogs

Qui, de la Grèce ou des États-Unis ?

Dans les possibles effondrements qui menacent, un poids lourd fait son entrée. Les classes populaires et moyennes des États-Unis voient ainsi venir le cyclone. Se profile en effet dans la première économie du monde l'annonce de mesures déjà appliquées en Grèce, en Irlande, au Portugal et ailleurs. C'est ce qu'exigent au Congrès les républicains pour passer un accord avec les démocrates afin de voter une augmentation du volume de la dette publique. Déjà, les agences de notations menacent d'abaisser la note des États-Unis au niveau de celle de la Grèce « *Les milieux financiers américains ont publiquement fait part de leur profonde inquiétude à propos de la perspective d'un défaut sur la dette* ». Voilà où nous en sommes ! Lire l'analyse de François Leclerc et de Paul Jorion (1) « *La dette américaine, pilier vacillant d'un système financier mondial aux abois* ».

Le constat est général, les gouvernants sont dans l'errance totale. Ainsi François Leclerc écrit-il dans un autre article *Le royaume des illusions et la portée de l'indignation* (2) : « *Les Européens cafouillent lamentablement à propos de la Grèce. Ils vont rouler la dette et presser le citron, que peuvent-ils inventer d'autre ? Les Américains ne préparent pas mieux, face aux échéances de déplafonnement de leur dette publique* ». Et il précise : « *Les pays émergents ne sont pas au mieux. Les hausses de l'énergie et des produits alimentaires suscitées par la spéculation financière ainsi que l'afflux des capitaux se dirigeant vers les zones à plus fort taux d'intérêt contribuent à générer une forte inflation* ». Partout les classes populaires et moyennes sont les victimes de l'avidité des groupes financiers constitués en méga-banques et autres fonds spéculatifs ! Alors nous ne pouvons que le suivre dans son propos : « *De Madison à Athènes, du Caire à Madrid, jusqu'où portera l'indignation qui s'exprime par bouffées ? C'est une bonne question, mais il n'y a pas d'autre moyen d'y répondre qu'en y contribuant* ». C'est bien dans cette voie, en contribuant, que la NAR s'est clairement engagée.

François ENNAT

(1) <http://www.pauljorion.com/blog/?p=25142>

(2) <http://www.pauljorion.com/blog/?p=24982>

De la dette et des apprentis sorciers

Depuis la mi-mai, les États-Unis ont atteint le plafond de la dette fixé par les lois. 14 294 milliards de dollars. Astronomique. Paul Jorion et François Leclerc dans un récent article ⁽¹⁾ insistent sur les risques que cette situation fait peser tant sur les États-Unis que sur la planète financière.

Les causes ne sont pas neuves, nous en avons maintes fois traité. Partie d'une situation particulièrement contrôlable au départ de Clinton, la situation a sombré pendant les deux mandats Bush. La limite fixée plus haut l'avait été en pensant n'être jamais atteinte. Elle apparaît aujourd'hui comme insuffisante. La crise de 2008 est passée par-là.

Les États-Unis sont structurellement déficitaires et les à-coups provoqués par les différents plans de soutien lancés ces dernières années ont amplifié le phénomène. Les parlementaires américains sont en train de discuter du possible relèvement de ce plafond mais les discussions sont pour le moins difficiles. Le Trésor américain peut tenir la situation jusqu'au début du mois d'août prochain par différents jeux d'arrangements et d'artifices comptables. Au-delà ?

C'est que cette crise financière se double d'une crise politique. Les républicains ne supportent pas d'avoir perdu le pouvoir, ni maintenant ni jamais. Alors, tous les moyens sont bons pour causer des difficultés à l'honni Obama et surtout pour empêcher une possible réélection. Depuis qu'ils ont acquis la majorité à la Chambre des représentants lors des *mid-terms*, les républicains bloquent tout ce qui peut l'être

et certains d'entre eux se verraient bien jouer la politique du pire en provoquant la chute du système. C'est de la folie pure, le système financier international n'ayant pas les moyens de s'en relever.

Pourtant, les deux parties ne peuvent que s'entendre mais à quoi cela servirait-il de replâtrer une nouvelle fois le système et quels sont les risques en cas d'échec ?

En premier lieu, si le scénario optimiste l'emporte, Obama aura son accord en échange de quelques coupes budgétaires supplémentaires dans un pays déjà exsangue. Ses adversaires rêvent de torpiller le Medicare mais il semble bien que le président n'aille jamais jusque là. Les républicains frôlent l'hystérie. Ils s'appuient sur une idéologie économique vieille maintenant de 40 ans et qui a amplement montré son inefficience. Peu leur chaud, ils en tiennent toujours pour les baisses d'impôts, seules à même, selon eux, de refaire partir le système. Or tout le monde sait maintenant qu'en dehors d'une courte période où joue à plein l'effet d'aubaine, les inconvénients l'emportent largement sur les maigres avantages. Les tenants des *tea parties*, ceux qui rejettent purement et simplement le principe même d'imposition fédérale, poussent à la roue pour que leurs députés tiennent bon. L'atmosphère est

électrique et le langage peu châtié.

Le déficit atteindra cette année 1 600 milliards de dollars et seule une manne de quelques 2 400 milliards d'euros à trouver d'ici la fin de l'année prochaine peut éviter un endettement supplémentaire. N'est-il pas temps de voir que tout cela concourt à créer une catastrophe ? Faut-il être aveugle au point de ne pas voir qu'un danger mortel pèse sur les États-Unis ? L'économie se porte de plus en plus mal et il ne s'agit plus de simples problèmes conjoncturels, certaines bases sont purement et simplement à revoir. La classe moyenne s'appauvrit à vue d'œil et seuls ne s'appauvrissent plus ceux qui sont déjà privés de tout. Leclerc et Jorion ont raison de dire que le rêve américain est bien mort. Le dieu crédit vit ses derniers moments et la chute va être brutale, accord ou pas. La croissance est durablement en berne et le chômage augmente de manière continue. Aux États-Unis, la crise nourrit la crise. Tout cela pour le profit de quelques-uns.

Un groupe de milliardaires américains a récemment écrit au président pour lui demander d'augmenter leurs propres impôts (2). En voilà au moins qui ont du plomb dans la cervelle. Leurs opposants ne risquent pas de demander la même chose, cela fait longtemps qu'ils ont perdu la leur.

Le défaut de paiement possible sur la dette est devenu un vrai risque, les financiers américains le savent et ils demandent qu'il y soit mis bon ordre, pas à leurs frais bien naturellement. Resurgit le spectre de la *big one*, la grande crise financière qui emporterait tout. La dette sera de plus en plus malaisée à placer dans des conditions toujours plus défavorables. La fameuse planche à billets atteint ses limites. La sacro-sainte lutte contre l'inflation risque fort de montrer sa vacuité.

Accord ou pas, il va falloir choisir : surendettement public + surendettement privé = explosion du système. L'inquiétude, c'est que la crise aux États-Unis sera la crise de la planète entière. Le système financier souffre d'hypertrophie et il va bien éclater un jour. Les solutions existent, un État ne peut exister que s'il trouve les moyens de son entretien et de son développement. La politique suivie de baisse tendancielle des salaires et de la hausse corrélative du recours à l'emprunt ne peut plus tenir.

Les Américains sont sur la voie du déclin. Seule une politique fiscale bien menée peut sauver le système et probablement le pays - mais voilà une chose que nous ne risquons guère de voir de notre vivant. Comme en 2008, une crise recommencera, plus forte que la précédente mais avec cette différence majeure que les États ne pourront cette fois y faire face. L'heure de vérité approche. Dans cette perspective, un seul petit conseil : s'il vous reste quelques liards à placer, jetez-vous sur l'or !

Pascal BEAUCHER

(1) Voir en page 3 la rubrique *L'écho des blogs*.

(2) Dans une pétition publiée le 29 novembre 2010, quarante-cinq millionnaires américains ont demandé que soient supprimés leurs avantages fiscaux « pour la santé financière de notre pays et le bien-être de nos concitoyens ».

☞ Voir : <http://www.radiobfm.com/edito/home/88947/quand-les-riches-americains-reclament-plus-d-impots/>

La guerre de quarante ans

Lancée par Nixon en 1971, la guerre contre la drogue a échoué. Mais l'escalade militaire se poursuit, en dépit des voix dissidentes.

Dix-neuf hautes personnalités internationales dont Kofi Annan, ancien secrétaire général de l'ONU, l'ancien président brésilien Cardoso, les écrivains Carlos Fuentes et Mario Vargas Llosa, quelques Européens dont un Français, le docteur Michel Kazatchkine, directeur du fonds mondial SIDA, ont rendu public le 2 juin à New York un rapport percutant sur l'échec des politiques en matière de lutte contre la drogue.

Depuis que les États-Unis avaient investi un général à la tête de leur agence compétente, on a vu l'action se militariser chaque jour davantage. Il y a eu de sinistre mémoire le **plan Colombie**. Et l'actuel président mexicain Calderon depuis 2006 a fait donner l'armée. Le bilan est éloquent : 40 000 morts de mort violente au Mexique en quatre ans. Le problème s'est déplacé vers le nord : les cartels colombiens ont cédé la main aux cartels mexicains ; au Mexique même, dix mille soldats sont massés rien que dans la ville frontalière de Ciudad Juarez face à El Paso au Texas, provoquant la fuite de la population.

Les Latino-américains se mobilisent. Une marche citoyenne pour la paix au Mexique doit culminer avec la signature d'un *Pacte National* le 10 juin. Le nouveau président colombien Santos, successeur d'Uribe, a approuvé le rapport. Le Pérou, qui a surpassé la Colombie pour la production de cocaïne, vient d'élire un président nationaliste de gauche Humala qui

devrait faire cause commune avec son homologue bolivien Evo Morales pour la défense des paysans indiens. Pour tous, l'accent doit être mis plus sur des réformes politiques, une nouvelle approche pour réguler la demande dans les pays consommateurs, la justice économique et sociale pour les petits producteurs de coca.

C'est l'objet du rapport de la commission internationale qui propose de renoncer au tout répressif et de développer une approche de santé publique. Sa publication a déclenché une rare unanimité parmi les puissants : la Maison Blanche, le Kremlin, les Nations Unies à travers l'agence de lutte contre la drogue et le crime organisé (UNDOC) et l'Église catholique par la voix de la Conférence épiscopale latino-américaine présidée par un archevêque mexicain, l'ont immédiatement et radicalement dénoncé.

La diplomatie russe milite activement en faveur d'une action militaire internationale lors des sommets du G 8, des conseils du partenariat Otan-Russie, et a ressuscité le groupe Pompidou (du nom de l'ancien président français contemporain de Nixon) au Conseil de l'Europe. Elle a en ligne de mire l'Afghanistan d'où provient 80 % des stupéfiants consommés en Russie (2,5 millions de consommateurs estimés) alors que le pouvoir taliban avait réussi à contrôler l'extension des champs de pavot. Au lieu qu'en Amérique latine, l'accent est mis sur les risques de la lutte contre la drogue pour

la démocratie, pour les Russes la production et le trafic de drogue sont une menace pour la sécurité et la paix internationales aux termes du chapitre VII de la Charte des Nations unies.

En France, des voix s'élèvent désormais pour également engager nos forces armées dans cette lutte, tandis que parallèlement une minorité défend la dépénalisation des drogues dites douces ou la médicalisation de l'usage des stupéfiants sur le modèle suisse ou portugais. Mais personne ne souhaite vraiment ouvrir un débat avant les élections. Reste qu'indépendamment de la politique intérieure nationale, et des harmonisations européennes, certains des enjeux internationaux nous interpellent directement : nature et impact de notre participation à la guerre en Afghanistan, Afrique occidentale transformée en plaque tournante du trafic vers l'Europe (la Guinée-Bissau est devenue un narco-État).

Comme la *guerre au terrorisme*, la *guerre à la drogue* est un terme impropre. On fait la guerre à des **terroristes** en fonctions des fins recherchées, pas des moyens employés. Même chose pour la drogue : à qui fait-on la guerre ? Aux drogués, aux paysans, aux petits revendeurs ou aux trafiquants, aux cartels ? Qui dit cartels dit pouvoir politique, à travers la corruption, banques par le blanchiment, au total un système. En quoi l'organisation d'une contre-terreur systématique dans les villes et dans les champs, au Nord et au Sud, avance-t-elle la résolution du problème ?

Yves LA MARCK

BRÈVES

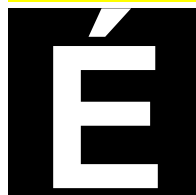
♦ **PORTUGAL** – Lors des élections législatives anticipées du 5 juin dernier, les deux mouvements monarchistes, faute d'avoir réussi à renouer des alliances avec les partis de centre-droit – alliance qui leur avait permis d'avoir quatre députés – se sont présentés sous leurs propres couleurs et ont perdu leurs sièges. Le *Parti Populaire Monarchiste* (Partido Popular Monárquico - PPM) a présenté dix listes et obtenu 0,27 %. Le *Mouvement Pour la Terre* (Movimento O partido Da Terra - MPT) de Gonçalo Ribeiro Telles – issu d'une scission du PPM en 1994 – a présenté vingt-deux listes et obtenu 0,41 %.

♦ **MAROC** – Abdelatif Mennouni, le président de la Commission consultative de révision de la Constitution, mise en place après le discours royal du 9 mars dernier, a remis au roi la première mouture du projet de nouvelle Constitution. Le roi a également en main un rapport de synthèse sur les requêtes et propositions faites par les chefs de partis politiques et des centrales syndicales. Ceux-ci vont maintenant avoir à réagir sur le texte qui va leur être soumis et c'est sur une version amendée du projet que les Marocains auront à se prononcer par voie de référendum, vraisemblablement au début du mois de juillet. Parallèlement des manifestations pacifiques, organisées par le *Mouvement du 20 février*, continuent d'avoir lieu régulièrement pour dénoncer la corruption et réclamer « la démocratie et la justice sociale dans le cadre d'une monarchie parlementaire ».

♦ **JORDANIE** – A l'occasion du douzième anniversaire de son accession au trône, le roi Abdallah II a apporté son soutien au projet de réforme présenté par la commission mise en place par le gouvernement après les manifestations de protestation du mois de janvier. Projet qui prévoit que les membres du gouvernement ne seraient plus choisis par le roi mais élus par le parlement. Dans son discours néanmoins, visant les islamistes radicaux, le roi a déclaré : « *personne en Jordanie n'a le monopole des réformes ou leur promotion* » et ajouté : « *Nous devons faire la différence entre les changements démocratiques réalisables et les risques de chaos et de zizanie* ».

♦ **AUSTRALIE** – Kevin Rudd, ancien Premier ministre travailliste et actuel ministre des Affaires étrangères, a rappelé que son parti s'était engagé à transformer son pays en République mais à la différence de Julia Gillard, actuel Premier ministre, il a déclaré : « *Nous n'avons pas prévu un échéancier pour la faire. Nous sommes sensibles à d'autres priorités que nous avons en tant que nation et dans le monde* » ajoutant « *la reine est toujours la bienvenue en Australie et les Australiens ont une profonde affection pour elle* » et d'autre part il n'a pas exclu que le prince Charles devienne roi de l'Australie à la mort de la reine.

La crise finale



Économiste, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales et à l'université de Moscou, Jacques Sapir nous explique les conséquences désastreuses engendrées par le libre échange et par la globalisation financière.

Annoncée dans le dernier livre que notre invité a publié, la *démondialisation* en cours alimente déjà le débat politique sur un point capital : le rôle décisif des États nationaux.

■ **Royaliste : Mondialisation - démondialisation : vous abordez là un très vaste sujet !**

Jacques Sapir : C'est vrai, mais je me suis fixé des limites. Je n'évoque pas un certain nombre de questions importantes, parce que je n'en suis pas spécialiste : l'information, la circulation des courants d'idées, le sport. Je me suis recentré sur ce que je connais le mieux en tant qu'économiste : la question de la globalisation marchande - donc le problème du libre-échange -, et la globalisation financière qui a été le moteur de la nouvelle mondialisation et qui a montré très nettement ses limites en 2007-2008.

Ces deux processus sont liés : la mondialisation marchande ne se serait pas développée sans la mondialisation financière ; mais cette mondialisation financière trouve un nouvel aliment dans la mondialisation marchande. Cependant, pour la clarté de l'analyse, il me faut distinguer les deux aspects de la mondialisation.

■ **Royaliste : Est-ce la première mondialisation marchande que nous con-**

naissions ?

Jacques Sapir : Nous avons déjà connu une mondialisation marchande avant la guerre de 1914-1918. Il y a eu aussi une mondialisation vers la fin du XVIII^e siècle, mais dans une moindre mesure car il subsistait des privilèges coloniaux et des droits de douane importants. Nous avons aussi connu des mondialisations locales, lorsque des économies qui sont assez différentes sont brutalement mises en connexion: par exemple les premiers contrats d'échanges préférentiels entre l'Occident et l'Orient musulman, qui datent de Frédéric Barberousse. Il y a donc régulièrement des phénomènes de mondialisation - mais il y a aussi des phénomènes de démondialisation dans lesquels on voit toujours apparaître de nouveaux acteurs. En règle générale, ces phénomènes ont lieu dans un contexte de changement du principal rapport des forces car la mondialisation est toujours portée par une puissance dominante.

Or nous constatons aujourd'hui que les États-Unis, qui avaient porté la mondialisation à la fin du XX^e siècle, voient leur puissance hégémonique

remise en cause depuis 1997-1998. La mondialisation est en train de mourir : j'en vois pour preuve les blocages que connaît l'*Organisation Mondiale du Commerce* (OMC) et les mesures protectionnistes qui sont prises par un nombre croissant de pays, soit ouvertement, soit en pratiquant une protection par les normes. Le Japon, par exemple, est un marché qui reste fermé.

■ **Royaliste : Qu'est-ce qui a justifié la mondialisation ?**

Jacques Sapir : Il y a deux interprétations, opposées mais qui ne sont pas nécessairement contradictoires.

Première explication : la mondialisation a été justifiée au nom des économies d'échelle et il est vrai que c'est important pour de petits pays : Nokia n'aurait pas pu se développer sur le seul marché finlandais : il lui fallait un accès au marché européen et au marché mondial. L'industrie ne connaît pas nécessairement des rendements décroissants comme le prétend la théorie économique.

Mais il y a une **deuxième explication**, qui est donnée dans les milieux gouverne-

mentaux et dans le cercle des organisations internationales. L'ouverture des frontières a été conçue d'emblée pour faire pression sur les compromis sociaux qui avaient été réalisés dans chaque pays. Dans le cas de la France, c'est dit de façon très crue par de nombreux hauts fonctionnaires qui ont été membres de cabinets ministériels dans les années soixante-dix. Ils considéraient qu'à la suite de Mai-1968, on était arrivé à un compromis social qui ne leur paraissait pas soutenable. Il fallait donc instituer une nouvelle contrainte qui serait hors d'accès du politique, qui pourrait être présentée aux personnes subissant cette contrainte comme un phénomène naturel : c'est la contrainte extérieure.

Ces deux explications ne sont pas contradictoires : si la remise en cause des compromis sociaux est indiscutable, l'existence de rendements décroissants dans l'industrie est elle aussi indiscutable. Il faut donc comprendre comment les deux phénomènes s'articulent.

■ **Royaliste : Au profit de qui cette mondialisation s'est-elle faite ?**

Jacques Sapir : Nous avons aujourd'hui un discours bien rôdé qui explique aux travailleurs des pays développés que la mondialisation s'est faite en faveur des pays du tiers-monde. En fait, la mondialisation a appauvri les pauvres dans les pays développés et elle a enrichi les riches dans

les pays pauvres. Mais attention !

Plus précisément, quand on regarde qui profite réellement de la mondialisation, on s'aperçoit que ce n'est pas le tiers-monde dans sa définition habituelle. Si on retire la Chine du bloc qu'on appelle le tiers-monde, les pays qui restent dans ce bloc monde ont une balance par rapport aux avantages et inconvénients de la mondialisation qui est négative. Dans les pays riches, la globalisation marchande s'est accompagnée d'une torsion très importante dans la répartition des richesses, selon l'objectif de remise en cause des compromis sociaux.

Le cas des États-Unis est tout à fait exemplaire. Au milieu des années soixante-dix, la répartition des richesses se situait dans la moyenne des pays européens. C'était le produit du *New Deal*, renforcé de l'économie de guerre, de la poursuite de ces politiques après 1945, auxquelles il faut ajouter la politique de Grande société : on oublie trop souvent cette politique menée par le président Johnson qui avait mis en place l'équivalent d'un système social-démocrate aux États-Unis.

À partir de l'élection de Reagan en 1980, la part du 1 % des plus riches augmente considérablement et aujourd'hui les États-Unis en sont revenus, sur ce plan, à la situation de 1929. Nous constatons la même évolution en Angleterre et, avec un léger retard, en Allemagne.

■ Royaliste : Et la France ?

Jacques Sapir : C'est en France que les compromis sociaux des années soixante et du début des années soixante-dix ont présenté la plus grande résistance. Néanmoins, on s'aperçoit avec le recul que toute une série d'étapes marque leur démantèlement.

La première étape, c'est le premier septennat de François Mitterrand. En effet, de 1983 à 1987, nous voyons que la part des salaires dans la valeur ajoutée baisse de 5 % - c'est d'ailleurs la même chose aux États-Unis. Et c'est à travers la contrainte extérieure, à travers la contrainte européenne, que se joue ce premier retournement.

Le deuxième retournement, c'est le décrochage entre les

gains de productivité et les gains salariaux. On le constate dans tous les pays. Les économistes avaient montré qu'il existait une règle d'or pour éviter de connaître à nouveau les crises de surproduction et les crises de sous-consommation - ce qui est la même chose. Cette **règle d'or**, c'était que les salaires devaient progresser au même rythme que la productivité, sous réserve qu'il n'y ait pas de fortes différences entre les gains de productivité dans l'industrie et ces gains dans le reste de l'économie.

Or, en France notamment, nous voyons s'ouvrir un écart entre la croissance des gains de la productivité qui est très forte dans notre pays (en moyenne 3 à 3,5 % par an, sur trente ans), plus forte que celle de l'Allemagne, alors que les salaires n'ont pas suivi. Certes, le salaire moyen augmente, mais le salaire médian est resté constant depuis 1999 : ce paradoxe s'explique par le fait que ce sont les hauts salaires qui augmentent, surtout dans le secteur financier, dans la communication - ils augmentent d'autant plus que des revenus non salariaux ont été incorporés dans les salaires. Les primes et les bonus sont considérés comme des compléments de salaires, non comme des revenus d'activité individuelle, autrement dit des profits, ce qui explique l'augmentation du salaire moyen. Quant au 1 % des revenus les plus élevés, il augmente très fortement depuis plusieurs années.

Ceux qui gagnent, ce sont les pays riches et non pas les pays du tiers-monde.

■ Royaliste : Nous en venons donc à la globalisation financière...

Jacques Sapir : L'histoire de cette forme de globalisation est nouvelle : elle est née avec la fin du système de Bretton Woods entre 1971 et 1973. Ce système avait été imposé par les États-Unis après la guerre, contre l'avis de Keynes. Cependant, il avait été mis entre parenthèses jusqu'à 1957-1958 avec l'Union européenne des paiements. L'Amérique latine n'a pas été intégrée à ce système, ni l'Afrique. C'est avec la dissolution de l'Union européenne des paiements que



le système a été appliqué - en montrant très vite ses limites.

Souvenez-vous de la position française fin 1963 et début 1964 : nous refusions que ce système serve à financer le déficit américain ; nous demandions la création d'une caisse de stabilisation des prix des matières premières car c'est la clé du développement des pays du tiers monde. De fait l'ampleur du déficit américain a amené les États-Unis à faire défaut sur leur dette avec la dévaluation du dollar en 1971 puis la répudiation de tout lien avec l'or en 1973.

Le problème, c'est que l'éclatement du système de Bretton Woods empêche les États d'ajuster leurs taux de change. Le retour à des convertibilités non gérées engendre l'apparition des premiers produits dérivés. Aujourd'hui, les États sont contraints par la situation de leurs systèmes bancaires. Ils doivent injecter de la liquidité, ce que font les États-Unis depuis trois ans et manipuler les taux d'intérêt.

Dans les années quatre-vingt cette manipulation a provoqué de sérieux dégâts aux États-Unis. La forte hausse de taux a ainsi plongé l'Amérique latine dans une crise de la dette. Ce petit épisode réellement monétariste entre 1982 et 1985 ou les États-Unis ont voulu contrôler la masse monétaire à travers les réserves obligatoires, a fait monter les taux d'intérêts au plafond. Le dollar s'est massivement apprécié ce qui a provoqué une crise aux États-Unis ; en même temps, cette hausse des taux d'intérêts a eu des effets dévastateurs sur tous les taux liés aux taux américains. Ce qui a provoqué la crise de la dette en Amérique latine, ce

qui va obliger les États-Unis à consolider la dette - les bonds Brady. Cet épisode les a dégoûtés pour longtemps du monétarisme. La leçon n'a pas été entendue en Europe...

■ Royaliste : Comment analyser la crise actuelle ?

Jacques Sapir : C'est une crise financière dans son court terme ou plus exactement c'est une crise de liquidités sur les marchés interbancaires. Cette crise de liquidités a été créée par une méfiance justifiée entre les banques. La stabilisation des banques a coûté 1 400 milliards de dollars alors que l'État aurait pu racheter les crédits hypothécaires et demander un loyer aux personnes en difficulté, qui auraient conservé leur maison. Mais les républicains ne l'ont pas voulu pour des raisons idéologiques alors que l'opération n'aurait pas coûté plus de 300 milliards de dollars.

Cette crise de liquidités est donc provoquée par des doutes sur les actifs des banques, qui renvoient à des doutes sur la solvabilité des ménages - l'endettement des ménages étant la conséquence, laquelle renvoie au mode de développement de l'économie que nous connaissons depuis 20 ans. Il s'agit bien d'une crise de la mondialisation. Face à celle-ci, le blocage n'est pas technique : il tient aux volontés politiques contradictoires qui sont affirmées et qui empêchent les solutions concertées.

Propos recueillis par B. LA RICHARDAIS

📖 Jacques Sapir - « *La démondialisation* », Économie humaine, Seuil, prix franco : 21 €. [Achat immédiat](#)

Le livre d'un rescapé

La censure existe dans la presse et l'édition françaises. Elle est silencieuse ou murmurée, hypocrite et beaucoup plus efficace que les ciseaux d'Anastasia.

Si Pascal Boniface avait publié son livre dans des conditions normales, nous n'en aurions peut-être pas parlé. Son pamphlet est divertissant, parfois instructif mais il exprime trop souvent une volonté de régler des comptes sur la question palestinienne à la suite de polémiques auxquelles nous n'avons pas pris part.

Ces considérations incitaient à s'en remettre aux confrères pour faire écho aux thèses d'un homme fort connu : Pascal Boniface est directeur de l'*Institut de relations internationales et stratégiques* (IRIS) et enseignant à l'université de Paris VIII et ce genre de cartes de visites vaut d'ordinaire un joli lot d'articles flatteurs... mais pas toujours désintéressés.

Mais Pascal Boniface a vécu récemment la dure expérience d'un jeune auteur provincial : son manuscrit a été refusé par quatorze éditeurs pour divers motifs qui étaient tous inspirés par la crainte de déplaire à des auteurs influents. Des auteurs qui sont d'ailleurs de très vigilants défenseurs de la liberté d'expression - quand la fameuse *liberté de blâmer* ne menace pas leur réputation.

L'imprécateur a fini par être publié (1) et il importe de faire écho à ce livre rescapé. Il est toujours réjouissant de lire une charge contre Bernard-Henri Lévy, ici désigné comme **seigneur et maître des faussaires** avec maintes preuves à l'appui. On lira avec

un léger dégoût l'histoire de Philippe Val, passé de la contestation radicale de *Charlie hebdo* à l'inquisition farouchement correcte sur *France Inter*. On vérifiera désormais avec soin les citations utilisées par Caroline Fourest, qui prend des libertés au montage. On se convaincra facilement que François Heisbourg, expert patenté en relations internationales, est avant tout de l'avis de ses commanditaires. Quant aux experts médiatisés, n'oublions jamais le dicton : qui paie la musique choisit la partition.

On regrettera cependant que Pascal Boniface mêle aux charlatans dûment estampillés des intellectuels clairement engagés, pour des raisons politiques qu'on peut discuter mais qui ont leur cohérence : Frédéric Encel exprime un point de point argumenté, alors que Bernard-Henri Lévy cherche à se mettre en valeur à n'importe quel prix. Cette imprécision dans l'attaque s'explique par la trop grande rapidité de l'analyse présentée dans la première partie du livre : l'occidentalisme et l'anti-islamisme sont des phénomènes de mode qui expriment une faible part de l'idéologie dominante - celle d'une oligarchie qui trouve son profit dans l'européisme et l'ultra-libéralisme.

Jacques BLANGY

📖 Pascal Boniface - « *Les Intellectuels faussaires* », Éd. Jean-Claude Gawsewitch, 2011, prix franco : 21 €. [👉 Achat immédiat](#)

Islam et Coran

Depuis des années, islamophobes et islamophiles échangent des arguments polémiques qui ne font pas progresser le débat. Les uns et les autres auraient avantage à s'informer auprès de sources très accessibles.

Il y a la *disputatio* des théologiens et des philosophes, respectueuse des textes et toujours d'un excellent niveau. Mais la densité des questions abordées ne rend pas ces controverses savantes immédiatement intelligibles au citoyen qui veut s'en tenir à l'essentiel. Et puis il y a la polémique médiatique, avec ses raccourcis et ses postures, qui fait grossir le préjugé à l'aide de signes (*le voile*) et de mots (*Jihad*) qui mobilisent les passions.

C'est pourquoi il faut rendre hommage à trois spécialistes qui ont pris le temps de nous rendre accessibles l'islam et le Coran. Paul Balta, auteur de nombreux livres sur le monde arabo-musulman, est directeur honoraire du Centre d'Études de l'Orient contemporain. Michel Cuypers est membre de l'Institut dominicain d'études orientales. Geneviève Gobillot est professeur des universités en civilisation arabo-musulmane. Voilà qui témoigne de la rigueur et de la diversité des approches.

La méthode retenue consiste à reprendre les idées reçues sur l'islam, le Coran, la pratique religieuse, la société musulmane et à les examiner en quelques pages à la lumière des différents aspects du savoir contemporain.

Mahomet est-il l'auteur du Coran ? L'interprétation du livre sacré est-elle interdite ?

Le Coran est-il étranger à la culture grecque ? Où n'est-il qu'une simple copie de la Bible ? Qu'en est-il de l'obligation du voile ? Du statut de la femme ? De la guerre sainte ? Des rapports entre le religieux et le politique ?

Au fil des pages, on en viendra à mesurer la complexité de l'islam et on vérifiera qu'il ne peut pas être réduit aux proclamations des musulmans extrémistes... qui ne sont pas d'accord entre eux. Par exemple, il est préférable d'être femme en Iran plutôt qu'en Arabie saoudite. Une Iranienne a le droit de conduire une voiture, de sortir seule, elle peut faire des études, enseigner, travailler dans l'administration - ce qui réserve de jolies surprises lorsque le régime islamiste s'effondrera. En revanche, une Saoudienne ne peut pas conduire, doit être accompagnée par un homme, les emplois féminins sont des plus limités et les espoirs de libération de la femme sont aussi tenus qu'en Afghanistan...

Le livre est complété par un glossaire qui permet d'apprendre à distinguer le hanafisme et le hanbalisme, le malékisme et le mu'tazilisme ; une abondante bibliographie incite à approfondir ses connaissances.

Yves LANDEVENNEC

📖 (1) Paul Balta, Michel Cuypers & Geneviève Gobillot, « *Islam & Coran* », Le Cavalier Bleu, 2011, collection *Idées reçues*, prix franco : 19,50 €. [👉 Achat immédiat](#)

Libre réflexion sur une éruption féministe

Si l'on me permet cette confession incongrue : je ne dois pas être tout à fait normal. Le déluge néo-féministe qui s'abat en ce moment sur les médias ne parvient pas à me donner mauvaise conscience. En dépit de tous mes efforts, je ne parviens pas à me reconnaître dans les réflexions machistes, les formules malséantes, a fortiori les imputations injurieuses qui ont accompagné le *scandale DSK*, en révélant l'inconscient monstrueux du mâle ordinaire. Non que je conteste la **question de la femme** dans la société contemporaine et les légitimes aspirations de nos compagnes pour conquérir leurs justes places. Mais je n'ai nullement réagi à cette histoire atroce comme le stéréotype courant me l'impose. Autour de moi, je n'ai pas observé ce mépris de la victime que l'on fustige à pleines pages. Faut-il formuler l'hypothèse que j'appartiendrai à un mince canton de la civilisation où le respect de la femme est inné, avec de très anciennes règles de courtoisie, fussent-elles désuètes ? J'aggraverai mon cas, en précisant que l'odyssée de cette jeune femme d'origine africaine et plus encore d'ethnie peule, m'a particulièrement touché en ranimant des figures fières, d'une rare beauté, évoluant dans tout l'Ouest africain. J'ai partagé profondément à sa détresse, m'imaginant sa condition difficile et le gouffre moral et affectif où le précipitait l'agression dont elle avait été victime.

On m'objectera que ce plaidoyer fait bon marché d'une réalité sociale massive, trop souvent masquée et que le scandale vient de mettre dans une lumière crue. Pouvez-vous nier le décalage considérable qui existe entre un discours égalitaire et la condition concrète des femmes en politique, dans le monde du travail et la sociabilité familiale ? Évidemment non, encore qu'il conviendrait d'observer avec un certain discernement des situations qui sont souvent moins manichéennes qu'on le prétend. Alors, m'assènera-t-on, vous avez le front de mettre en doute l'affirmation d'une personne aussi savante et modérée que Françoise Héritier : « *C'est un choc, un révélateur qui permet de franchir d'un seul coup plusieurs marches d'un escalier que l'on gravit depuis trop longtemps. Il y a encore vingt ans personne n'aurait réagi, sauf par gaudriole. Alors qu'aujourd'hui une grande partie de l'opinion a été choquée. C'est une révolution énorme.* » (Marianne du 4/05/2011). Désolé, mais il y a vingt ans, j'aurais réagi exactement de la même façon, et l'immense majorité des gens que je connais auraient été tout aussi indignés. J'ajouterai qu'il y a quarante ans, alors que je vivais en pleine brousse africaine, mon éducation, mes réflexes et mon entourage, sans compter une sorte de réflexe

inné, m'intimaient d'avoir pour les femmes africaines la même attention respectueuse que je pouvais avoir pour ma mère et ma sœur.

Cela ne veut pas dire que rien ne s'est produit en un demi-siècle et que je compte pour rien la vague féministe des années soixante, même si rétrospectivement, avec l'aide de quelques sociologues je considère avec un œil critique un mouvement qui a créé autant d'impasses qu'il a élaboré de solutions concrètes. J'ai déjà eu l'occasion d'exposer toute une réflexion à ce sujet, que des penseurs aussi divers que Cornélius Castoriadis, Jean-Pierre Le Goff et bien d'autres m'avaient aidé à formuler. Il faut faire très attention lorsqu'on s'avise de transformer la société, de **changer la vie** ou encore d'établir des relations nouvelles entre les sexes. Cela passe par des médiations infiniment délicates avec des risques de brisures internes dont les dégâts se mesurent malaisément. Pour prendre une conscience approfondie de ce type de réalité qui plonge au cœur de nos relations, les plus déterminantes, il faut s'adresser à des gens sérieux, qui savent de quoi ils parlent. Je pense à un Pierre Legendre dont l'œuvre traverse notre temps avec une pertinence supérieure, malheureusement ignorée de trop de responsables.

par Gérard Leclerc



Dans tout ce que je lis en ce moment à l'enseigne d'un féminisme révolté et vindicatif, je peine à distinguer ce qui relève d'une juste revendication et ce qui touche à des énigmes mal repérées. Et je m'inquiète d'une culture systématique du ressentiment dont il ne faut attendre rien de bon. Quitte à passer pour un réactionnaire à l'ancienne, je perçois dans la critique sociale généralisée tous les défauts patents de la sociologie à la mode Bourdieu. Mes lecteurs savent que je n'ai pas toujours été négatif à l'égard des travaux de ce dernier, qui ont suscité une postérité dont il y a beaucoup à retenir. Cependant, le présup-

posé qui veut que tout le dispositif social soit constitué de rapports de domination me paraît foncièrement névrotique. Et les plus belles révolutions rêvées ne pourront rien pour venir à bout d'une situation anthropologique qui relève d'une pathologie irréformable. La revendication féministe à laquelle je suis prêt à beaucoup accorder, n'en souffre pas moins d'une incertitude ontologique qui éclate notamment dans la théorie des *genders* qu'on voudrait imposer aujourd'hui aux élèves de première comme vérité scientifique. Qui ne voit que son premier effet est de faire disparaître la notion même de femme, alors qu'il s'agissait de libérer le sujet féminin ! Il ne fallait pas être grand clerc dès le départ pour ne pas comprendre que la fascination qu'une Judith Butler éprouvait pour les *drag queens* ne pouvait que conduire à l'impasse la plus béante et la plus cruelle. D'ailleurs l'intéressée est la première à se préoccuper aujourd'hui d'une construction dont elle soupçonne l'incohérence.

Je suis bien conscient que dans les circonstances actuelles et vu la violence du débat, cette intervention sera très mal reçue. Mais ce n'est pas l'esprit de provocation qui m'habite. Mon souci exclusif consiste à déplacer les questionnements dans le but de faire apparaître ce qu'on ne perçoit pas spontanément ou ce que l'on tait obstinément. Je n'ai pas de position dogmatique à défendre. C'est ma seule inquiétude fraternelle que je désire exprimer, pour prolonger la discussion avec qui en exprimera le désir.

The Company Men

Dès les premières images du film, un doute, un soupçon, un malaise face à ces hommes, ils sont trois, qui nouent, devant un miroir renvoyant une image flatteuse de leur moi social, leur cravate de marque. Ce signe d'appartenance à leur caste sociale, celle des cols blancs.

Ils sont loin de se douter que leur belle maison, leur luxueuse auto, un bon handicap au golf, leur piscine et leur dévouement à l'entreprise qui les emploie ne les protégeront pas de la cupide sévérité des temps économiques qui réclament que des têtes tombent (victimes expiatoires au dieu Mammon) pour que les bilans retrouvent la couleur alléchante des progressions à deux chiffres.

Sans être politique (dans la veine des réalisations engagées de Martin Ritt *Edge of the city*), humaniste (comme chez Preston Sturges) ; John Wells sur le thème du *comment se comporter quand on a perdu son emploi*, suit avec une volonté de réalisme objectif le parcours d'hommes condamnés à douter d'eux-mêmes et de leur identité suite à leur exclusion du monde du travail, mais il est sans illusion et sans réelle idée novatrice.

Du suicide à l'impuissance, de la dépression à l'impression d'être devenu invisible, du bureau de réinsertion sociale à la solidarité familiale, en passant par la peur et l'amertume, le cinéaste parcourt sans tabou la gamme des dommages collatéraux que vivent ses personnages et les solutions (maigres) qui s'offrent à eux pour tenter de s'en sortir. Il le fait avec sobriété, aidé dans sa démarche par des acteurs de qualité incarnant chacun un des possibles - de celui qui jette l'éponge à celui qui veut encore y croire - de la crise traversée.

Proche de la réalisation pour la télévision - le cinéaste a été producteur d'*Urgences* - par ses raccourcis narratifs, l'efficacité de ses dialogues et celle de sa mise en scène, ses clichés émotionnels et sa tendance à forcer le trait, *The company Men* manque parfois de point de vue personnel. Il est dommage que l'épisode consacré à la réhabilitation par le travail manuel soit affadi par le fait de l'inscrire dans une parenthèse de solidarité familiale alors que l'une des plus intéressantes opportunités proposées par la crise actuelle serait de réfléchir à la nécessaire revalorisation de ce type d'engagement. Ce n'est pas qu'un pis-aller quand on n'a rien d'autre à se mettre sous les doigts.

Ensuite, pourquoi faut-il que le *happy end* soit lié au fait de retrouver, en mettant sur pied une nouvelle société, les mêmes défis capitalistes que ceux qui ont mené aux licenciements du début de film ? Comme si une fois qu'on y avait goûté, l'engramme du libéralisme même adouci par un espoir de mutualisme devenait aussi indélébile qu'un tatouage sur le gras du bras d'un *biker*.

On sait depuis longtemps que le monde du travail est violent, ravagé par la loi du profit. Avec ce film on sait maintenant qu'il manque de perspective, obligé, faute d'imagination, de retourner à ses fondamentaux traditionnels.

Éva MOULIN

Le pacte des Bains-Douches

Un journaliste parisien lassé de lui-même observe et participe avec dégoût aux jeux du pouvoir, peu avant l'élection de Nicolas Sarkozy.

C'est un journaliste comme on en rencontre dans la vraie vie : gay encore jeune et musclé, familier des boîtes gay de bien des capitales, enviable par sa carrière, sa culture non-ripolinée, son ironie très française à l'égard des autres comme de lui-même.

Justement : il se regarde vivre et ça ne lui plaît pas vraiment. Il va de mec en mec, boit des coups, sniffe à l'occasion mais la baise est triste, sa psychanalyse est un échec, l'alcool et la coke ne l'empêchent pas de voir la vie en gris et en noir. Benjamin Strada, né à Nice, est de passage partout où il va. C'est un passant lucide, donc amer et jamais heureux car il voit tout de suite, chez les autres et dans n'importe quelle situation, le ridicule, la bassesse, l'odieux. Non qu'il soit misanthrope. *Les autres*, ce sont seulement les gens de son milieu, les autres que lui-même : la crème du milieu politico-médiatique, crème avariée, pourrie par le conformisme et l'argent.

Je ne vais pas vous raconter dans quelles conditions Benjamin Strada prend son ticket d'entrée dans les hautes sphères journalistiques, s'y pose et s'en trouve accablé d'ennui avant d'être prestement évacué. Sachez simplement qu'on rencontre dans le roman des personnages de la vraie vie : Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, est le plus connu. Il y a aussi des personnages fictifs qui

nous rappellent des figures familières du pouvoir et des affaires : Charles Sabot, le gros industriel propriétaire du *Gaulois* et du *Gaulois Magazine*, qui ne veut pas informer les gens mais les distraire grâce à des valets de plume plus ou moins bien payés ; Noël Bradtout, qui doit à sa nullité la possibilité d'exercer un pouvoir délégué. On les voit, entourés d'esclaves de sérail, bien nourris et bien chaussés, dans des scènes qui disent tout d'un changement d'époque tel qu'il a été vécu par l'oligarchie : le vieux chef de la droite est enlisé dans sa fin de mandat tandis que l'homme qui sait lire les discours d'Henri Guaino part en vainqueur à la conquête du pouvoir.

La scène la plus significative et la plus réussie, selon moi, se situe aux Bains-Douches : dans la célèbre boîte gay et *gayfriendly*, Nicolas Sarkozy vient se faire ovationner par le Tout-Paris des banquiers, des directeurs de journaux et de chaînes, des communicants. C'est là que se noue le pacte entre le candidat et cette frange frelatée de la bourgeoisie qui a tiré tout le bénéfice possible de la *révolution culturelle* de 1968 : libération totale des mœurs, de la rapacité, de la prédation mais soumission absolue au Maître. Le pacte des Bains-Douches n'est toujours pas rompu.

Annette DELRANCK

📖 (1) Joseph Macé-Scaron - « *Ticket d'entrée* », Grasset, 2011, prix franco : 20 €. [Achat immédiat](#)

Souscription

L'un a du superflu, et l'autre manque du nécessaire

(Plutarque – Les symposiaques)

Notre souscription a progressé d'une manière satisfaisante cette quinzaine puisque nous avons presque atteint les 10 000 euros. Mais ce n'est pas encore gagné et le temps maintenant presse...

Rappelons que c'est 12 000 euros qui nous sont nécessaires pour équilibrer notre budget et cela sans tenir compte des frais importants que nous devons engager si nous sommes dans l'obligation de déménager de nos locaux actuels.

Il nous reste moins d'un mois pour atteindre l'objectif fixé et je compte sur vous pour que nous y parvenions. Soyez en d'avance remerciés.

Yvan AUMONT

5^e liste de souscripteurs

Nicolas Bertrand 10 € - Djamel Boudjelal 24.64 € - Sandrine Brasse 20 € - P.C.D.B. (Paris) 133 € - Michèle Cochet 30 € - Ghiacumu Colonna 50 € - Philippe Delorme 53 € - Guy Delranc 20 € - Marc Desaubliaux 50 € - Benoît Dolle 300 € - Michèle Dutac 7,24 € - François Gerlotto 150 € - Martin Hybler 100 € - Jean-Marie Mathieu 900 € - Jean-François Maurel 150 € - Jacques de Monneron 200 € - Alain-Paul Nicolas 25 € - Hélène Plouhinec 100 € - Yolande de Prunel 40 € - Michel Roth 5 € - Jacques Roué Daéron 60 € - François Tanné 100 € - Jean-Marie Tissier 20 € - Laurent Veyrenc 50 € - Anne-Marie Vilespy 150 € - Paul Vincent 50 €.

Faire un don

Total de cette liste 2 797,88 €

Total précédent 6 713,96 €

Total général 9 511,84 €

Numéro Vacances

Comme tous les ans, *Royaliste* suspendra sa parution pendant l'été. Le dernier numéro à paraître (n°994) sera daté du 4 juillet. Il s'agira, comme d'habitude, d'un numéro "spécial vacances" de 16 pages, spécialement conçus

pour faire connaître *Royaliste*.

Nous vous incitons à nous passer commande de quelques exemplaires afin de pouvoir le diffuser dans votre entourage.

Tarif : 5 ex. 8 € - 10 ex. 12 € - 20 ex. 18 €.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@gmail.com
- ✓ Sites internet :
<http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de :
Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

MERCREDIS DE LA NAR

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● Mercredi 22 juin - Historien, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, **Patrice GUENIFFEY** est l'auteur d'ouvrages (sur la politique de la Terreur, sur le 18 Brumaire) que nous avons accueillis avec un très vif intérêt. Un ouvrage récent rassemble ses principales études sur la Révolution et l'Empire (les républicains avant la République, Thermidor), sur de grandes figures (Robespierre, mais aussi Chaptal, moins connu) et sur des historiens tels que José Cabanis et Jacques Bainville.

Une vision d'ensemble se dégage, qui s'ordonne autour de la relation entre « Histoire et démocratie ». Il ne s'agit pas de reprendre l'histoire de la démocratie, mais de poser

une question redoutable : qu'en est-il de l'histoire dans des sociétés qui ne croient plus à l'avenir et qui se détournent du passé ? Et si la mythologie révolutionnaire est morte, qu'advient-il de la démocratie aujourd'hui menacée d'étouffement ?

● Mercredi 29 juin - Auteur d'une douzaine d'ouvrages, **Gérard LECLERC** publie aujourd'hui un *Abécédaire du temps présent* dans lequel il évoque au fil de chroniques courtes et denses les grandes questions politiques, religieuses, sociales et sociétales qui préoccupent les citoyens tout au long de l'année.

C'est à partir de cette analyse de la modernité ambiante qu'il nous exposera « Les grandes orientations du débat intellectuel » en ce début de siècle. Ce sera l'occasion de relier certains thèmes fondamentaux débattus lors de nos réunions et de préparer le cycle de la rentrée pour toujours mieux répondre aux interrogations des auditeurs des Mercredis. Ceci en une période cruciale où, sous couvert de « pragmatisme », les conflits politico-culturels et les batailles idéologiques font rage. Il importe d'en discerner la signification profonde, afin de savoir où porter notre effort critique et comment prolonger nos réflexions constructives.

40^e Anniversaire

Le numéro spécial de *Royaliste* édité à l'occasion de notre 40^e anniversaire est paru. Il contient les témoignages de plus de quarante personnalités qui, à cette occasion, ont accepté de donner leur opinion sur la NAR et *Royaliste*.

Nos abonnés l'ont reçu gratuitement mais il est possible d'en commander des exemplaires supplémentaires au prix de 1,10 € pièce, frais de port compris. Le numéro est aussi [téléchargeable sur notre site internet](#).

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, **abonnez-vous** (bulletin en page 2)
ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Les couleurs nationales

Ils font comme si la crise, en Europe et aux États-Unis, n'existait pas. A l'Élysée, nul n'ignore la situation dramatique de la zone euro mais on laisse faire. Au Parti socialiste, les présidentiables de l'aile droite vivent dans le déni de réalité puisque le programme officiel tient pour données de base le libre-échange et l'euro. La campagne électorale est conçue par rapport à Marine Le Pen : l'objectif de la droite est d'obtenir le résultat du 21 avril 2002 alors que la gauche veut évincer Nicolas Sarkozy pour triompher sans peine de la présidente du Front national. Personne, dans l'oligarchie, ne veut décider un changement radical de stratégie monétaire et commerciale qui marginaliserait l'égérie nationaliste.

Les « petits » candidats qui veulent affronter la crise par la sortie de l'euro et par la démondialisation sont marginalisés et parfois insultés – Alain Minc n'hésitant pas à les traiter de « connards ». Un mouvement social de grande ampleur, en écho aux Indignés portugais, espagnols et grecs, aurait donné du poids aux arguments des gaullistes et des socialistes patriotes. Mais le mouvement n'a pas pris et il faudra sans doute attendre la thérapie de choc postélectorale que préparent les oligarques de droite et de gauche pour qu'il y ait mobilisation générale.

Ce n'est pas une raison pour rester l'arme au pied. Il faut préparer le terrain en présentant les éléments du programme de redressement qui ont déjà été publiés dans nos colonnes et dans plusieurs ouvrages (1) tout en répliquant aux entreprises de récupération et de dénigrement.

Nous sommes confrontés à la récupération nationaliste. Marine Le Pen veut la sortie de l'euro et le protectionnisme tout en réclamant le durcissement de la législation xénophobe au nom d'une conception ethnique de la nation. Il est certes rentable de jouer sur les deux tableaux. Mais la présidente du Front national dénature le programme hétérodoxe par ses propositions simplistes et disqualifie par avance tout nouveau projet extérieur : on ne construit pas une politique étrangère sur un préjugé ethnique générateur de ségrégation et d'exclusion.



Nous sommes confrontés à l'hostilité des altermondialistes. L'attaque récemment portée contre les « démondialisateurs » par des membres de la direction d'ATTAC montre qu'il n'y a pas de compromis possible avec ceux qui haïssent les États nationaux (2). L'altermondialisme a échoué faute d'avoir pu inventer ce qu'il promettait : une alternative aux oligarchies occidentales, qui s'accommodaient fort bien de cette contestation confuse et inopérante qui rassemblait toutes les utopies, rouges et noires, qui ont échoué au siècle dernier.

Sur les trottoirs de la Bastille, lors de la tentative de lancement du mouvement français des Indignés, certains intervenants voulaient refaire le monde par l'autogestion, les monnaies locales, la solidarité internationale... Ces idées généreuses, source d'infinis bavardages, conduiraient à la violence si elles étaient appliquées parce que ces utopies libertaires et communisantes sont conçues dans la négation du système des médiations politiques. Il faut des États pour organiser l'internationale des nations, pour définir une politique monétaire, pour nationaliser les secteurs-clés, pour mettre en œuvre des plans de développement, pour organiser la juste répartition du revenu national.

Contre le repli nationaliste, contre les utopies mondialistes et altermondialistes, un nouvel internationalisme est à concevoir comme une coopération organisée par l'action concertée des États nationaux. Cette idée simple a l'avantage de correspondre aux mouvements révolutionnaires qui sont en cours : les différences sont fortes entre les révolutions arabes et les mouvements prérévolutionnaires européens mais en Tunisie, en Égypte, en Libye... c'est le drapeau national que les foules insurgées brandissent, non le drapeau vert. En Espagne, en Grèce, au Portugal, en Islande, ce sont les couleurs nationales qui flottent, non les drapeaux rouges et noirs. Ne restons pas à l'écart de ces mouvements nationaux, démocratiques et populaires.

Bertrand RENOUVIN

(1) Outre le livre de Jacques Sapir présenté dans ce numéro, cf. Jacques Nikonoff, *Sortons de l'euro ! Mille et une nuits*, 2011, prix franco : 21 €.

[Achat immédiat](#)

(2) Cf. la réponse de Jacques Sapir publiée sur mon blog : <http://www.bertrand-renouvin.fr/?p=3134>